

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8383

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

22

de votants

32

OBJET

**Demande de classement du quartier de
Garbejaire en zone de veille active**

VOTES

Pour	32	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil quinze, le dix-neuf février, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, SAVORNIN Richard, PEACOCK Valérie, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, BORIES Camille, SIMON Éric, DEBORDE Elisabeth, ROUGELIN Alexandra, DALMAS Fabien, BENTRAD Samira, VALENTI Anaïs, FOISSAC Elodie, FERNANDEZ Patrick, HOSKIN Marie-Pierre, MEBAREK Yamina.

Procurations : VIGNOLO Betty à DAUNIS Marc, MARZINIAK Yannick à KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe à BONNEAU Martine, BOSSARD Frédéric à SAVORNIN Richard, SANTOS Xavier à LANCHARRO Marie-José, SELOSSE Sandrine à BORIES Camille, DENISE Charlene à DERONT-BOURDIN Gautier, CHARLOT-VALDIEU Catherine à HOSKIN Marie-Pierre, KAÇA Afrim à MEBAREK Yamina, DAL MORO Christian à FERNANDEZ Patrick.

Absente : SANTINI PEBEYRE Isabelle.

Madame FOISSAC Elodie a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Par délibération du 13 mars 2007, le Conseil a approuvé le principe de la mise en œuvre d'un Contrat Urbain de Cohésion Sociale de niveau 3 pour le quartier de Garbejaire, correspondant à une optique de prévention dans les quartiers dont la situation était en cours d'amélioration.

La loi du 21 février 2014 a modifié les dispositifs existants et précise dans son article 6 que « La politique de la ville est mise en œuvre par des contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'Etat et ses établissements publics et, d'autre part, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Ces contrats sont signés par les départements et les régions. »

La liste des quartiers prioritaires a été fixée par le décret du 6 juillet 2014 en fonction notamment du critère de « seuil de revenu médian de référence ». Le quartier de Garbejaire se situe à un niveau supérieur au montant défini. De ce fait, il n'est plus considéré comme quartier prioritaire au titre de la politique de la ville.

Cependant, il est précisé que « Les quartiers qui relèvent, au 31 décembre 2014, d'un zonage de la politique de la ville et qui ne présentent pas les caractéristiques d'un quartier prioritaire de la politique de la ville à compter du 1^{er} janvier 2015 font l'objet d'un dispositif de veille active mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales. A ce titre et à la demande du président de l'établissement public de coopération intercommunale et des maires concernés, les quartiers placés en dispositif de veille active font l'objet d'un contrat de ville selon les modalités prévues au I de l'article 6. Le contrat de ville définit les moyens mobilisés dans le cadre des politiques de droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales afin de conforter la situation de ces quartiers.»

Le quartier de Garbejaire était, jusqu'au 31 décembre 2014, classé en zone relevant d'un Contrat Urbain de Cohésion Sociale. Il remplit, de fait, les critères de classement en zone de veille active tel que déterminé par l'article 13 de la loi du 21 février 2014. Les projets relevant de ce quartier pourront être présentés prioritairement au titre des « crédits de droit commun » auprès des différents partenaires publics.

.../...

Après en avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à solliciter, conjointement avec Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes pour le classement du quartier de Garbejaire en Zone de Veille Active ;
-
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer le Contrat de Ville proposé par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie 25 février 2015 et que la convocation du Conseil a été faite le 13 février 2015. La présente délibération a été affichée le 26 février 2015, sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 26 février 2015

Le Sénateur-Maire,